



Conseil économique et social

Distr. générale
28 avril 2016
Français
Original : anglais

Session de 2016

24 juillet 2015-27 juillet 2016

Point 15 de l'ordre du jour

Coopération régionale

Aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale en Afrique en 2016

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint un rapport donnant un aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale en Afrique en 2016.

16-07031 (F) 110516 130516



Merci de recycler



Aperçu de l'évolution de la situation économique et sociale en Afrique en 2016

[Original : anglais, arabe et français]

I. Introduction

1. La croissance économique en Afrique a légèrement diminué à la suite de la modeste baisse de la croissance de l'économie mondiale, en raison essentiellement du ralentissement de la croissance dans les économies émergentes et en développement, alors que les économies développées ont continué d'enregistrer une reprise en dents de scie. Pour ce qui est de l'avenir, la croissance du PIB réel de l'Afrique devrait s'établir à environ 3 % en 2016 et 4,4 % en 2017.

2. La croissance continue d'être tirée par la vigueur de la demande intérieure et de l'investissement (notamment dans l'infrastructure). L'amélioration du climat des affaires, la diminution du coût de la conduite des affaires et une meilleure gestion macroéconomique ont continué à stimuler l'investissement. Le dynamisme du secteur des services et la priorité accordée par les pays exportateurs de pétrole aux secteurs non pétroliers dans le but d'atténuer la baisse continue des prix du pétrole, contribueront à améliorer les perspectives positives à moyen terme. En plus de cela, le développement des relations commerciales et l'investissement tant à l'intérieur de l'Afrique qu'entre le continent et les économies émergentes ainsi que la reprise sur les marchés d'exportation traditionnels, en particulier dans la zone euro, contribueront positivement aux perspectives à moyen terme.

3. Les sous-régions et les groupements économiques de l'Afrique ont, dans leur ensemble, accusé en 2015 des déficits du compte courant, dus dans une grande mesure à la chute des cours des produits de base, situation qui a fait que les pays exportateurs de pétrole ont, pour la première fois depuis 2009, enregistré en 2014 un déficit de leur compte courant. Qui plus est, la chute des prix du pétrole a entraîné une réduction du déficit dans les pays importateurs de pétrole. La plupart des pays africains ont resserré leur politique monétaire à mesure que la tourmente mondiale s'abattait sur la région, essentiellement pour ralentir l'inflation et résorber des déficits importants budgétaire et du compte courant. Les taux d'inflation ont augmenté du fait essentiellement de la faiblesse des monnaies nationales provoquée par la chute des prix des produits de base et la flambée des prix des produits alimentaires sur le continent.

4. Les perspectives à moyen terme de l'Afrique demeurent positives en dépit de risques potentiels tels que la vague de sécheresses qui frappent actuellement les parties orientale et australe de la région, ce qui pourrait affecter sérieusement la production agricole du fait que la plupart des économies reposent sur l'agriculture; une économie mondiale affaiblie; le resserrement de la politique monétaire dans les économies en développement et les préoccupations que continuent de susciter la sécurité et l'instabilité politique dans certains pays.

II. L'évolution de l'économie mondiale et ses répercussions pour l'Afrique

5. La croissance mondiale a légèrement fléchi, passant de 2,6 % en 2014 à 2,4 % en 2015, ce qui dénote une faible croissance de l'investissement et de la consommation finale des ménages. Le ralentissement économique et le rééquilibrage de l'activité économique en Chine, axée non plus sur l'investissement et la production mais sur la consommation et les services, la baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base (ce qui a des conséquences sur l'activité économique dans des pays tels que le Brésil, la Fédération de Russie et d'autres pays exportateurs de produits de base) et le resserrement progressif de la politique monétaire aux États-Unis, sont parmi les principaux facteurs qui ont pesé négativement sur la croissance mondiale.

6. La croissance du PIB dans les économies développées a augmenté modestement, passant de 1,7 % en 2014 à 1,9 % en 2015 et elle devrait atteindre 2,2 % en 2016, sous l'effet essentiellement de la hausse de croissance aux États-Unis et dans la zone euro. Aux États-Unis, la croissance s'est maintenue autour de 2,4 %, niveau qu'elle avait atteint en 2014 et elle devrait augmenter légèrement et s'établir à 2,6 % en 2016, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs parmi lesquels la hausse de la consommation privée – qui a bénéficié de la création régulière d'emplois dans tous les secteurs, l'augmentation des revenus, la chute des prix du pétrole, le regain de confiance chez les consommateurs – et la diminution du taux de chômage¹. Au Japon, la croissance est estimée avoir atteint 0,5 % en 2015 contre -0,5 % en 2014 et atteindrait, selon les projections, 1,3 % en 2016. Dans la zone euro, la croissance est passée de 1,4 % en 2014 à 1,9 % en 2015, sous-tendue par le regain de confiance chez le consommateur et le redressement du secteur bancaire mais aussi l'augmentation de la consommation sous l'effet de la baisse des prix du pétrole, la hausse des exportations nettes et l'affaiblissement de la consolidation budgétaire. Malgré la crise de l'immigration illégale, la croissance devrait, selon les projections, maintenir sa trajectoire positive et atteindre 2 % en 2016.

7. Dans les économies émergentes et en développement, la croissance du PIB a reculé, passant de 4,3 % en 2014 à 3,8 % en 2015, sous l'effet de la baisse de la demande d'exportations, la chute des prix des produits de base, la diminution des entrées de capitaux et des investissements. Dans certains cas, des conflits militaires, des catastrophes naturelles, et les effets des mauvaises conditions climatiques sur la production agricole, ont fait baisser la croissance au cours de la période. Toutefois, une plus forte demande des pays développés et la stabilisation des prix des produits de base, devraient stimuler la croissance qui atteindra 4,3 % et 4,8 % en 2016 et en 2017 respectivement. Le ralentissement économique en Chine et les tensions géopolitiques en Russie, s'ajoutant à la perte de confiance chez les consommateurs et à la baisse des prix du pétrole, indiquent un ralentissement plus fort de la croissance du PIB dans le court et moyen terme dans les économies émergentes et en développement. Au niveau régional, les économies de l'Asie du Sud-Est ont crû de 5,7 % en 2015 et devraient croître légèrement pour atteindre 5,8 % en 2016. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance du PIB a chuté de 1 % en 2014 à -0,5 % en 2015, pour la troisième année consécutive. Les perspectives sont toutefois

¹ Fonds monétaire international (FMI). 2015. « Uneven Growth Short- and Long-Term Factors », Perspectives de l'économie mondiale, ISSN (en ligne) 1564-5215, avril 2015, Washington.

bonnes et selon les projections, la croissance reprendra pour s'établir à environ 0,7 % en 2016.

8. Le chômage dans le monde a reculé, passant de 7,8 % en 2014 à 7,5 % en 2015 sous l'effet de la reprise de la croissance dans les économies développées quoique ces dernières continuent d'être confrontées à des taux de chômage élevés. En Afrique et au Moyen-Orient, le taux de chômage était estimé à plus de 15 % en 2015 et devrait, selon les projections, augmenter encore. Les pays d'Afrique et du Moyen-Orient continuent d'afficher des taux de chômage élevés, de plus de 30 % de la population active dans certains cas ². Le ratio emploi des jeunes à la population a baissé pour toutes les régions sauf en Afrique (Afrique du Nord exceptée), où il a augmenté de 46,9 % en 2000 à 48 % en 2014 ³.

9. L'inflation mondiale a diminué, de 3,1 % en 2014 à 2,6 % en 2015, reflétant la baisse des prix des produits de base, du pétrole en particulier et la faible demande dans un certain nombre d'économies émergentes et avancées. Dans les économies développées, l'inflation restera en dessous de 2 % et atteindra, selon les projections, 1,2 % en 2016 contre 0,3 % en 2015. La faible inflation dans les pays développés est due en partie à la baisse de la demande et à la politique monétaire accommodante (notamment au Japon et dans la zone euro) adoptée pour soutenir l'activité économique et ramener l'inflation aux taux ciblés. Dans les économies émergentes et en développement, la dépréciation des monnaies locales à la suite de la baisse des prix des produits de base, couplée à un dollar des États-Unis fort et la hausse des prix des produits alimentaires qui représentent une large proportion de l'indice des prix à la consommation, ont provoqué une hausse de l'inflation, passée de 6,7 % à 7,7 % en 2015. Ce phénomène a été relativement plus prononcé dans les pays exportateurs de pétrole en Afrique.

10. La croissance du commerce mondial est restée modérée en 2015, s'établissant à 2,6 %, taux le plus faible atteint depuis le début de la crise financière mondiale, sous l'effet principalement d'une demande globale faible dans les économies émergentes et développées notamment la Chine et dans la zone euro, de l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport aux autres devises et l'envenimement des tensions géopolitiques en Iraq, en République arabe syrienne et entre l'Ukraine et la Fédération de Russie. Ces développements ont eu des effets considérables sur les échanges dans les pays en développement, d'Afrique notamment. Cependant dans le court terme, la croissance du commerce devrait progresser et atteindre, selon les projections, 4 % du fait de l'accroissement de la demande des pays développés qui devrait doper les exportations des pays en développement.

11. Les déséquilibres du compte courant dans le monde sont restés assez stables en 2015, par rapport à 2014, et cette tendance devrait se maintenir dans le court terme en dépit de prix des produits de base qui continueront de baisser. La croissance de l'investissement direct étranger net a légèrement progressé en 2015, tirée par l'augmentation de l'investissement direct étranger (IDE) dans les pays en

² Organisation internationale du Travail (OIT), (2015a). Perspectives Emploi, Social, Monde : Tendances pour 2015, ISBN 978-92-2-129260-9 (site pdf).

³ Organisation internationale du Travail (OIT), (2015b). Tendances mondiales de l'emploi des jeunes, 2015. Bureau international du Travail – Genève: OIT.

développement à faible revenu où elle a progressé pour atteindre 5,3 % contre 4,8 % en 2014⁴.

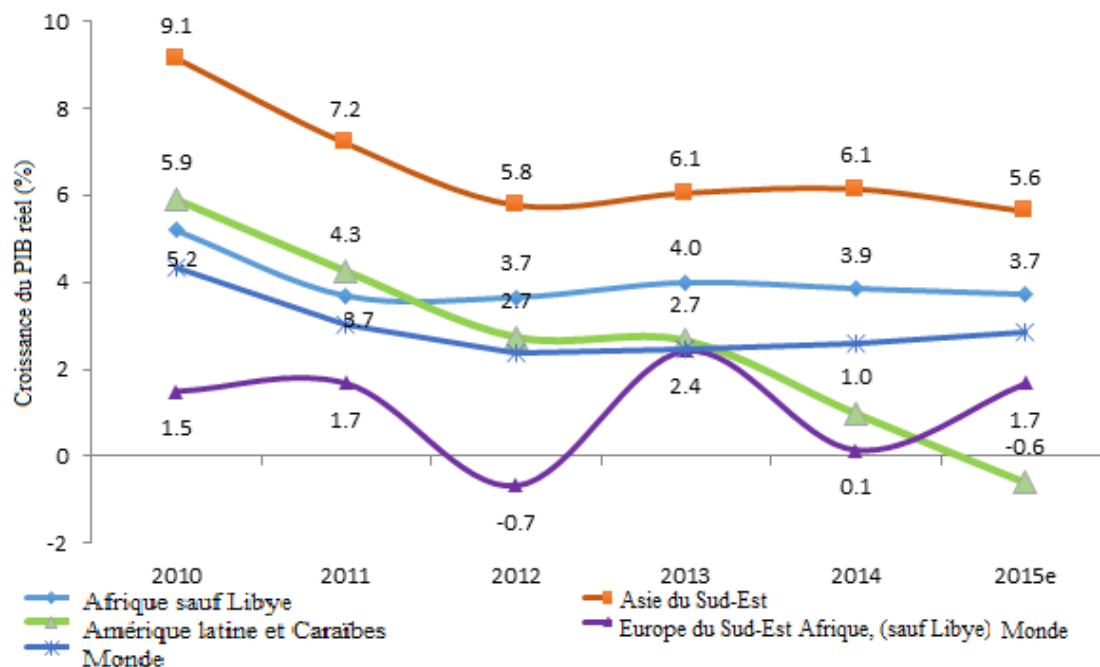
12. Les perspectives mondiales à court terme sont légèrement positives, les projections indiquant une croissance de 2,9 % en 2016, reflétant un taux encore plus élevé dans les économies émergentes et en développement, notamment en Chine, en Russie, au Brésil, dans les pays du Moyen-Orient et d'autres pays de l'Amérique latine. Cependant les incertitudes économiques qui persistent depuis la crise financière mondiale et la volatilité des cours des produits de base continueront à déterminer les perspectives à moyen terme. Dans ce contexte marqué par la chute des prix des produits de base, les schémas de croissance mondiaux, la diminution des flux commerciaux, des flux de capitaux, et des politiques monétaires divergentes, les volatilités des taux de change sont devenues plus prononcées. La baisse continue des prix du pétrole pourrait toutefois créer des perspectives positives pour le continent africain, étant donné le nombre d'importateurs de pétrole tandis que les exportateurs de pétrole pourraient pâtir de la détérioration des opérations courantes et de la dépréciation des taux de change. L'effet global sur l'Afrique dépendra dans une très grande mesure de la reprise en Chine et dans la zone euro, qui sont les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique. La tension politique en Syrie et dans d'autres parties du Moyen-Orient susciteront des préoccupations du fait qu'elle affectera directement la demande des partenaires commerciaux de l'Afrique. Le resserrement de la politique aux États-Unis se traduisant par un très faible accroissement des taux d'intérêt du pays, amplifiera le mouvement de sortie de capitaux venant des économies en développement et émergentes.

III. Performance et perspectives économiques de l'Afrique en 2015

13. Le taux de croissance de l'Afrique a légèrement fléchi, passant de 3,9 % en 2014, à 3,7 % en 2015 en raison du ralentissement économique mondial (figure 1). La croissance de l'Afrique est toutefois la plus rapide après celle de l'Asie du Sud-Est. La croissance en Afrique continue d'être tirée par la demande intérieure (figure 2). La croissance de la consommation privée est déterminée par le regain de confiance des consommateurs et le développement de la classe moyenne sur le continent et par la baisse du coût à payer pour faire des affaires. Le maintien des dépenses publiques dans les projets d'infrastructure, en particulier, a aussi contribué positivement à la croissance. Le solde extérieur a eu cependant un impact négatif sur la croissance en 2015, en raison des prix faibles et volatils des produits de base.

⁴ Banque mondiale (2015), « Ending Poverty and Sharing Prosperity », Global Monitoring Report 2014/2015, ISBN (version électronique) : 978-1-4648-0337-6, avril 2015, Washington.

Figure 1
**Croissance économique en Afrique et dans les pays émergents
et en développement, 2010-2015**



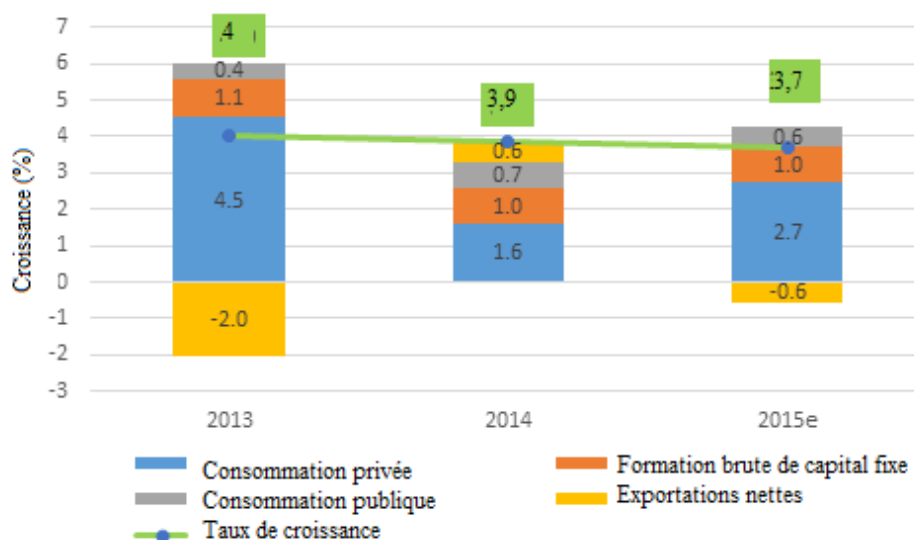
Note : e = estimation

Source : Calculs de la CEA d'après DAES-ONU, 2015 et EIU, 2015.

A. La consommation privée reste le principal moteur de la croissance de l'Afrique

14. Par rapport au PIB, le taux de croissance de la consommation privée est passée de 1,6 % en 2014 à 2,7 % en 2015, représentant 73 % de la croissance du PIB total pendant la dernière année (figure 2). Malgré l'intensification du développement des infrastructures sur le continent, la part de la formation brute de capital fixe dans le PIB n'a été que de 1 % en 2015, soit 27% de la croissance du PIB total en 2015 (comme c'était le cas en 2014). Cela était essentiellement dû à la diminution des entrées de capitaux à la suite du ralentissement de l'économie mondiale, particulièrement chez les partenaires de développement de l'Afrique dans la zone euro et dans certaines économies émergentes comme le Brésil, la Chine et la Russie. Les exportations nettes ont continué de peser négativement sur la croissance en 2015.

Figure 2
Croissance du PIB de l'Afrique et composantes associées



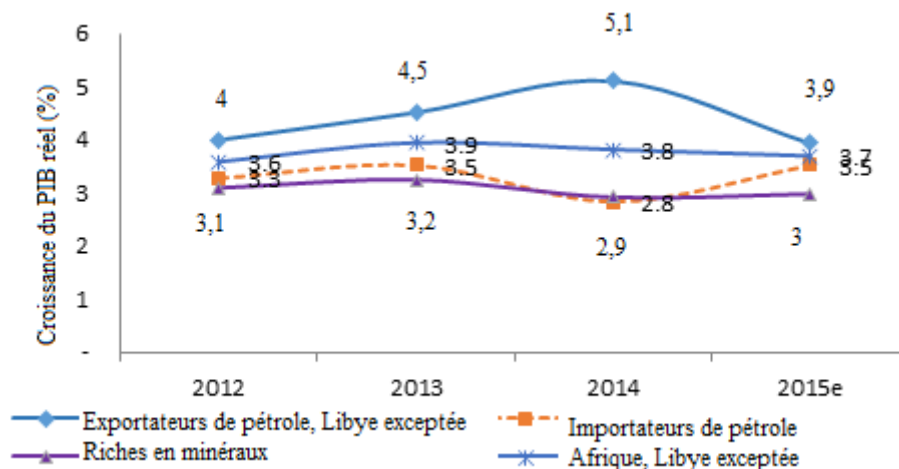
Note : e = estimation

Source : Calculs de la CEA établis d'après EIU, 2015 et DAES-ONU, 2015.

B. Diverses performances de croissance, entre groupes économiques et sous-régions

15. Malgré les faibles prix du pétrole, les pays exportateurs de pétrole qui ont affiché un taux de croissance estimé à 3,9 % en 2015, continuent de bien se comporter (la baisse des prix du pétrole étant compensée en partie par une bonne dynamique dans les secteurs non pétroliers dans certains pays) comparés à la fois aux pays importateurs de pétrole et aux pays riches en minéraux qui ont enregistré une croissance moyenne de 3,5 % et de 3 % respectivement (figure 3). La croissance dans ces deux groupes de pays a essentiellement été tirée par la consommation privée qui a augmenté de 2,5 % et de 3,2 % respectivement, par rapport au PIB total. (figure 4).

Figure 3
Performance de croissance de l'Afrique, par groupes économiques, 2012-2015

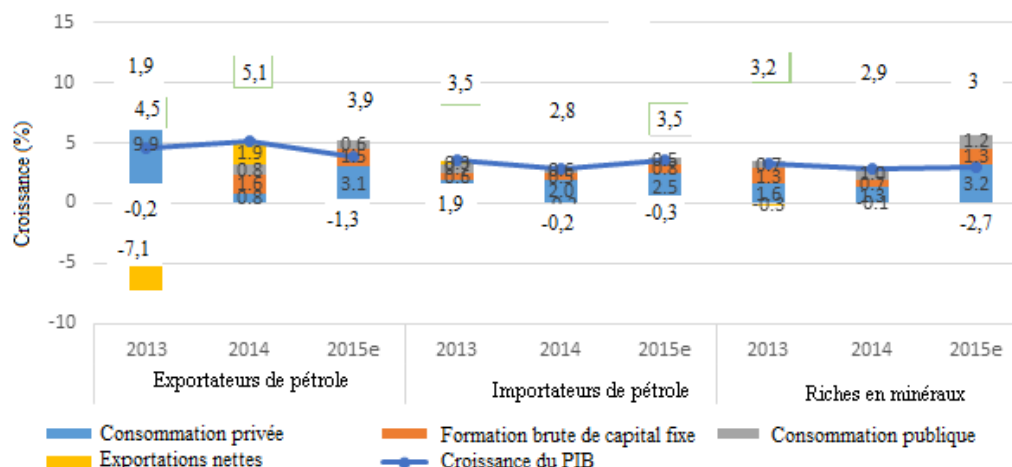


Note : e = estimation

Source : Calculs de la CEA établis d'après DAES-ONU, 2015.

16. La consommation privée est demeurée le principal moteur de croissance du PIB dans les sous-régions en 2015, malgré la baisse de sa part dans la croissance en Afrique de l'Est et en Afrique centrale, ce qui s'explique essentiellement par le ralentissement économique mondial qui a entraîné une diminution des flux d'investissement dans ces sous-régions (figure 4). Par rapport au PIB, la consommation privée a considérablement augmenté en Afrique du Nord, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest, s'accroissant de 2,2 %, 2,1 % et 3,4 % respectivement en 2015. Cependant, par rapport au PIB total, la formation brute de capital fixe a également fortement augmenté dans les sous-régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique du Nord, de 1,8 % et de 1,6 % par rapport au PIB respectivement, essentiellement en raison de l'augmentation des investissements dans les projets d'infrastructure dans les deux sous-régions.

Figure 4
Croissance du PIB de l'Afrique et ses composantes par groupe économique, 2013-2015e



Note : e = estimation

Source : Calculs de la CEA établis d'après EIU, 2015.

17. Au niveau sous-régional, l'Afrique de l'Est a maintenu le taux de croissance le plus élevé de la région, à savoir 6,2 % en 2015, bien qu'ayant enregistré une baisse de croissance par rapport aux niveaux de 2014, ce qui s'explique essentiellement par le ralentissement de la croissance en Éthiopie et en République démocratique du Congo.

18. La croissance en Afrique de l'Ouest a reculé à 4,4 % en 2015, tirée principalement par une baisse du taux de croissance au Nigéria à la suite de l'affaiblissement du secteur pétrolier et de pénuries d'électricité. Les effets de l'épidémie d'Ebola de 2014 dans les pays les plus touchés, à savoir la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, ont également continué de peser sur le potentiel de croissance de ces pays, la Guinée et le Libéria renouant cependant avec des taux de croissance positifs.

19. Le taux de croissance global a légèrement baissé, de 3,5 % en 2014 à 3,4 % dans la sous-région de l'Afrique centrale malgré l'amélioration des résultats du secteur minier. Bien que la plupart des pays de la sous-région aient maintenu une trajectoire de croissance relativement élevée, des préoccupations sécuritaires en République centrafricaine (RCA) et la baisse de la production pétrolière en Guinée équatoriale, ont entraîné une baisse du PIB de la sous-région.

20. La croissance en Afrique du Nord (à l'exception de la Libye), est passée de 2,8 % à 3,6 % durant la période 2014-2015. Cette évolution positive a été favorisée par l'amélioration de la stabilité politique et économique dans la sous-région, et le regain de confiance des consommateurs, notamment en Égypte et en Tunisie. Des entrées importantes d'aide extérieure en Égypte ont accru les dépenses publiques et boosté l'investissement dans de grands projets d'infrastructure, tels que l'expansion du Canal de Suez. La reprise progressive des marchés d'exportation et

l'amélioration de la sécurité devraient contribuer à la croissance, par le biais du tourisme notamment. Les enjeux politiques en Libye continuent d'influer négativement sur aussi bien la gouvernance politique et économique que sur la performance économique dans la sous-région.

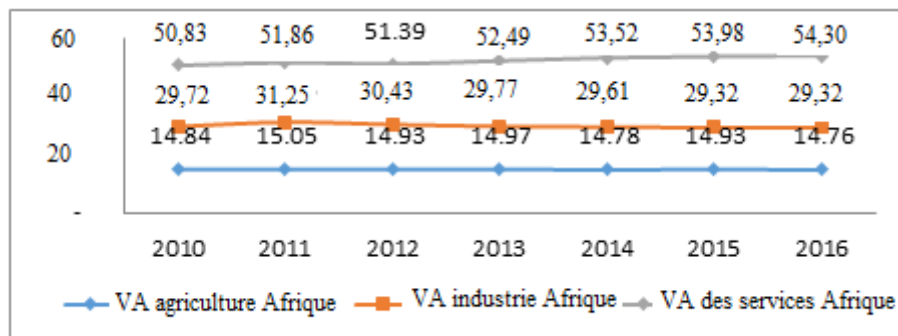
21. La croissance de l'Afrique australe s'est légèrement améliorée, passant de 2,4 % en 2014 à 2,5 % en 2015. Cette amélioration est essentiellement due à la relativement forte baisse dans sa première économie, à savoir l'Afrique du Sud. La faible demande d'exportations et la baisse des prix de ses principaux produits d'exportation ainsi que les pénuries d'électricité ont contribué à ces modestes résultats du pays. En Angola, la croissance du PIB est restée forte en dépit des faibles prix du pétrole, à mesure que le Gouvernement a commencé d'investir dans des secteurs non pétroliers stratégiques tels que l'électricité, la construction et la technologie. Le Mozambique et la Zambie ont enregistré les taux de croissance les plus élevés de la sous-région, impulsés principalement par de vastes projets d'infrastructure et l'IDE dans le secteur minier respectivement.

C. La base de croissance des pays africains demeure étroite

22. Si les taux de croissance économique ont été plus élevés en Afrique par rapport à la plupart des régions au cours de la dernière décennie, il n'en demeure pas moins que dans beaucoup de pays africains, la croissance continue de dépendre d'une base étroite, et de ce fait, le nombre d'Africains vivant dans la pauvreté absolue a augmenté, et l'inégalité demeure une vive préoccupation. Qui plus est, en raison du fait que la croissance économique de l'Afrique est associée à une exploitation accrue de ressources naturelles non renouvelables ayant une valeur ajoutée minimale et créant très peu d'emplois, la fiabilité de la croissance demeure une préoccupation majeure.

23. Les économies africaines sont principalement dominées par le secteur des services, suivi du secteur industriel, le secteur agricole ne contribuant que de façon marginale (figure 14). Il est cependant largement reconnu que l'industrialisation est vitale pour la transformation structurelle de l'Afrique et pour les efforts qu'elle fait pour créer des emplois, promouvoir la création de valeur et augmenter les revenus.

Figure 5
Part sectorielle de la valeur ajoutée (VA) / PIB en Afrique (en pourcentage), 2011-2016



Source : Calculs de la CEA établis sur la base de données de l'EIU (2015).

D. L'impact de la baisse des prix du pétrole sur la croissance des économies de l'Afrique est contrasté

24. Les prix du pétrole brut ont continué de baisser depuis juillet 2015 à une moyenne mensuelle de 4,1 % durant la période juin 2014 – octobre 2015. Des offres abondantes) et une baisse de la demande due au ralentissement économique mondial expliquent généralement la baisse des prix des produits de base dans toutes les sous-régions.

25. L'analyse faite par la CEA sur la base des données mensuelles de janvier 2000 à octobre 2015 montre que les prix du pétrole ont eu un impact positif significatif dans les pays importateurs de pétrole et riches en minéraux, mais un impact négatif sur les pays importateurs de pétrole. Ainsi l'effet global de prix du pétrole faibles sur la croissance de l'Afrique paraît marginal. Cet impact marginal de la baisse des prix du pétrole souligne l'importance qu'il y a à poursuivre les initiatives en matière de diversification, notamment dans les secteurs non pétroliers, entreprises par les pays africains et aussi l'effet que peuvent avoir une meilleure gestion macroéconomique et les politiques budgétaires associées.

E. Les faibles prix des produits de base et les grands projets d'investissement sous-tendent les déficits budgétaires accrus

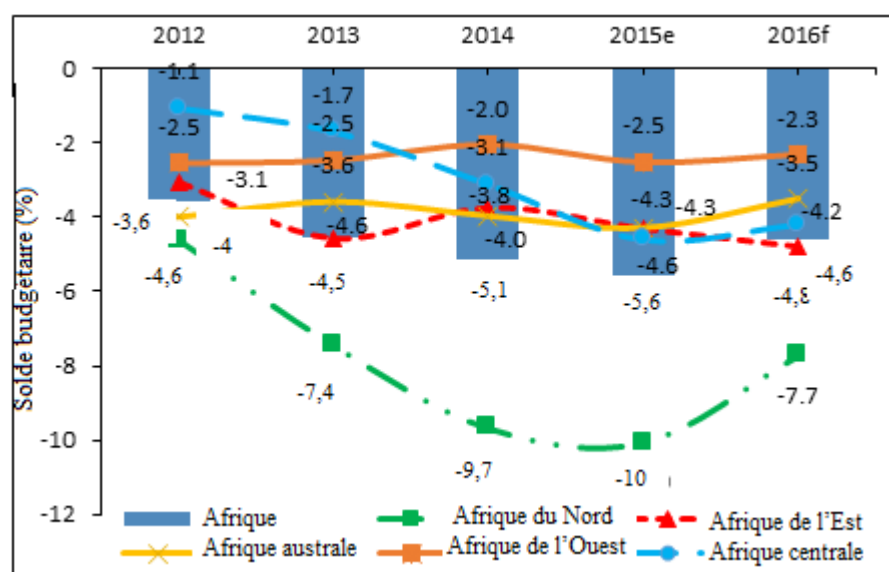
26. Le déficit budgétaire de l'Afrique s'est élargi, passant de 5,1 % du PIB en 2014 à 5,6 % du PIB en 2015 (figure 6). La baisse continue des prix du pétrole et la volatilité des prix des produits de base ont eu pour effet de réduire les recettes budgétaires dans de nombreux pays, tandis que les dépenses importantes consacrées à l'infrastructure, l'assouplissement budgétaire et l'augmentation des dépenses dans la période précédant les élections dans un certain nombre de pays, ont contribué à l'augmentation des dépenses durant la période. Le déficit budgétaire devrait se

réduire en 2016 et s'établir à 4,6 % du PIB, du fait que les prix des produits de base et la croissance dans les économies émergentes et développées devraient reprendre.

27. Le déficit budgétaire a été le plus important en Afrique du Nord où en effet il s'est légèrement creusé, passant de 9,7 % du PIB en 2014 à 10 % du PIB en 2015. Au cours de la période 2014-2015, le déficit budgétaire s'est élargi en Afrique de l'Ouest (de 2 % à 2,5 %), en Afrique de l'Est (de 3,8 % à 4,6 %) et en Afrique australe (de 4 % à 4,3 %). C'est en Afrique centrale que le déficit budgétaire s'est le plus fortement élargi, a été le plus important, passant de 3,1 % en 2014 à 4,6 % du PIB en 2015.

Figure 6

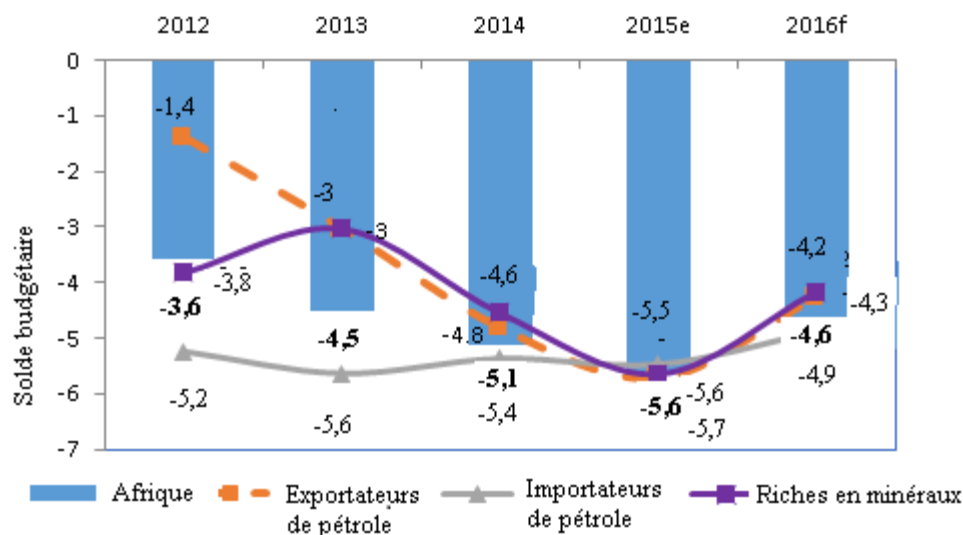
Solde budgétaire moyen (en pourcentage du PIB) par sous-région, 2012-2016



Source : Calculs de la CEA établis d'après l'EIU, 2012-2016

28. Les déficits budgétaires des pays riches en pétrole ont atteint leurs plus hauts niveaux depuis 2012 à savoir 5,7 % en raison essentiellement des prix faibles du pétrole (figure 7). Les déficits budgétaires devraient cependant, des produits de base devraient se redresser et certains exportateurs de pétrole supprimer les subventions afin d'atténuer la pression sur le budget national. Cependant, comme les projections indiquent que les prix du pétrole resteront en dessous des récents pics enregistrés, on ne s'attend pas à ce que les recettes budgétaires retournent à leurs niveaux antérieurs dans les pays exportateurs de pétrole. Selon les projections se réduire et s'établir à 4,3 % du PIB en 2016, les prix

Figure 7
Solde budgétaire moyen (en pourcentage du PIB) par groupes économiques, 2012-2016

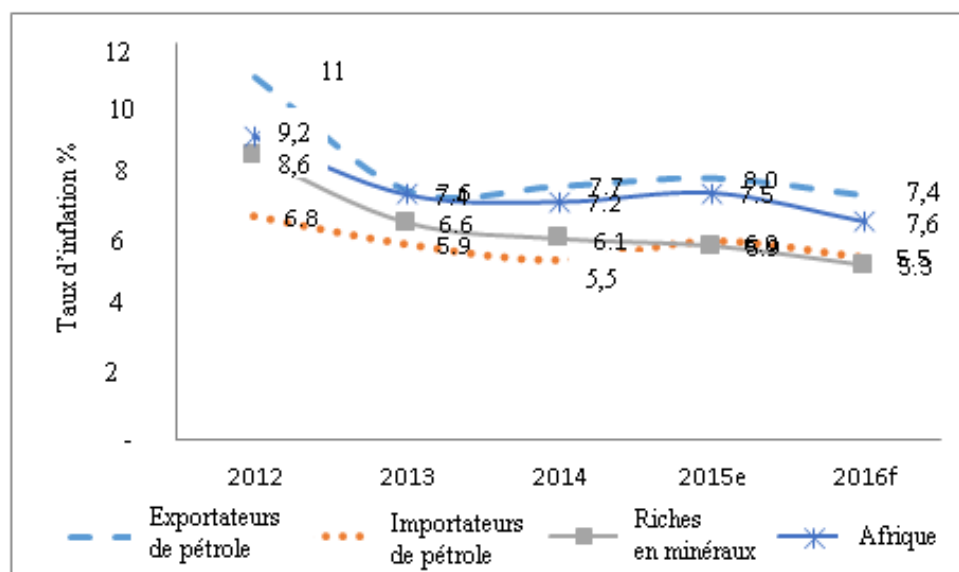


Source : Calculs de la CEA établis d'après l'EIU, 2015.

F. Resserrement de la politique monétaire dans un contexte de baisse des prix des produits de base et de diminution des revenus

29. Les pays africains ont resserré la politique monétaire pour faire face à la tourmente financière mondiale qui s'est abattue sur la région. Comme cela avait été le cas avec la plupart des pays en développement, le taux d'inflation a augmenté et est passé de 7 % en 2014 à 7,5 % en 2015 (figure 8). Un dollar des États-Unis fort et la flambée des prix des produits alimentaires ont exercé des tensions inflationnistes dans la région en dépit du fait que la faible croissance mondiale et les faibles prix des produits de base aient partiellement contrebalancé la hausse de l'inflation. Les dévaluations monétaires, notamment dans les pays riches en pétrole dans un contexte de baisse des prix du pétrole, des recettes et des exportations, ont également exacerbé la hausse de l'inflation. Ces tensions inflationnistes, couplées à d'importants déficits budgétaires et du compte courant ont entraîné le resserrement des conditions monétaires tels que le relèvement des taux directeurs dans des pays comme l'Afrique du Sud, l'Angola, le Ghana, le Kenya, le Malawi, l'Ouganda entre autres afin de juguler l'inflation. L'on s'attend toutefois à ce que les taux se modèrent pour 2016 et 2017, du fait de la baisse des prix alimentaires et énergétiques, de l'amélioration de la situation sécuritaire et de la diminution progressive des effets de la suppression des subventions en 2014.

Figure 8
Inflation par groupes économiques, 2012-2016



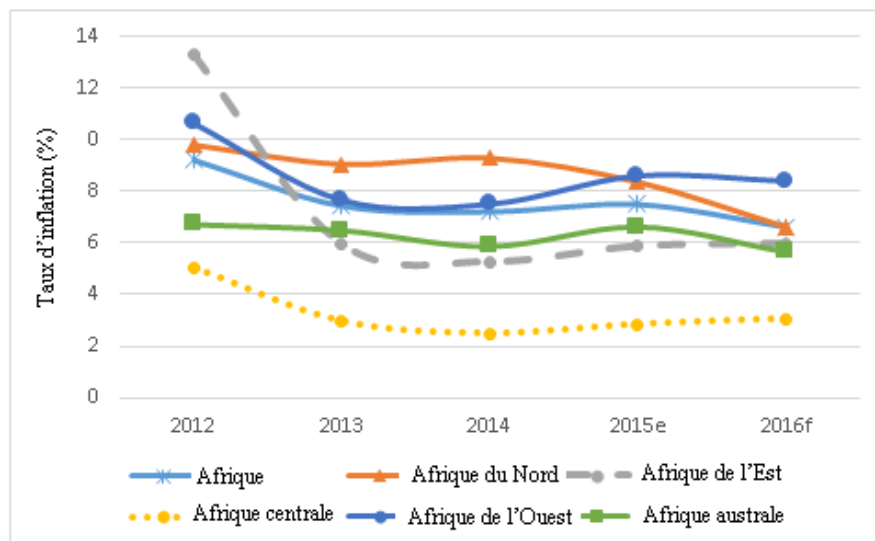
Source : Calculs établis d'après DAES-ONU.

30. L'inflation a augmenté dans toutes les sous-régions à l'exception de l'Afrique du Nord (la Libye exceptée) où le taux d'inflation est passé de 9,3 % en 2014 à 8,4 % en 2015 (figure 9). Cette baisse était due à la diminution de l'inflation au Soudan, qui est passée de 37,7 % en 2014 à 22 % en 2015 tandis que l'inflation a augmenté ou est restée stable dans tous les autres pays de la sous-région. La baisse de l'inflation au Soudan était due à la baisse des prix internationaux des produits alimentaires et aux mesures prises par la Banque centrale pour enrayer l'inflation.

31. En Afrique de l'Est, l'inflation a augmenté, passant de 5,3 % en 2014 à 5,9 % en 2015 alors qu'elle avait été de 6,6 % en Afrique australe en 2015 contre 5,9 % en 2014. En Afrique centrale, elle a légèrement augmenté, passant de 2,5 % en 2014 à 2,8 % en 2015, sous l'effet essentiellement de la baisse des prix du pétrole et de la demande mondiale.

32. La dépréciation de l'euro par rapport au dollar a entraîné la dépréciation du franc CFA en 2015. C'est ce qui explique la hausse de l'inflation qui est passée de 7,5 % en 2014 à 8,6 %. Les dépenses publiques au Nigéria et les dépréciations monétaires au Ghana et au Nigéria ont également contribué aux tensions inflationnistes dans la sous-région.

Figure 9
Taux d'inflation par sous-région, 2014-2016



Note : L'Afrique du Nord n'inclut pas la Libye

Source : DAES-ONU, 2015.

G. Les taux de change ont continué de se déprécier mais ont eu une incidence minimale sur les exportations

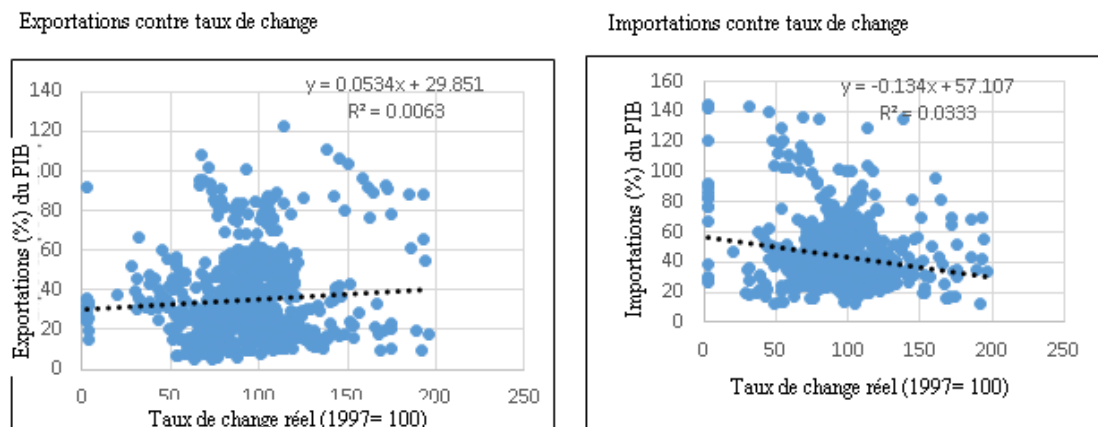
33. La plupart des monnaies africaines ont subi une dépréciation en 2015, tendance qui a été amorcée en 2014. Cela s'expliquait en partie par les faibles prix du pétrole mais également par un dollar fort et le resserrement anticipé de la politique monétaire aux États-Unis.

34. La dépréciation monétaire doit aller de pair avec un accroissement des exportations et une baisse des importations. La figure 10 montre cependant que pour les pays africains, ce lien entre taux de change et commerce semble ténu et ne répond pas à cette théorie dans certains pays ⁵. Note On peut en déduire qu'il y a d'autres facteurs expliquant le manque de compétitivité de l'Afrique, situation qui compromet les avantages découlant de la dépréciation monétaire. Si le coût de la conduite des affaires en Afrique a diminué, il reste cependant des barrières considérables à surmonter pour développer les échanges de l'Afrique⁶, ce qui laisse à penser qu'il y a un manque de diversification des produits et une absence de valeur ajoutée.

⁵ Une augmentation de l'indice du taux de change indique une appréciation de la monnaie.

⁶ Sur la base du classement selon Ease of Doing Business, le pays africain le plus performant, Maurice, est classé 32^{ème} et seulement huit pays africains figurent parmi les 100 pays les plus performants (<http://www.doingbusiness.org/rankings>).

Figure 10
Taux de change réel et exportations/importations de biens et de services en pourcentage du PIB, Afrique, 2000-2014

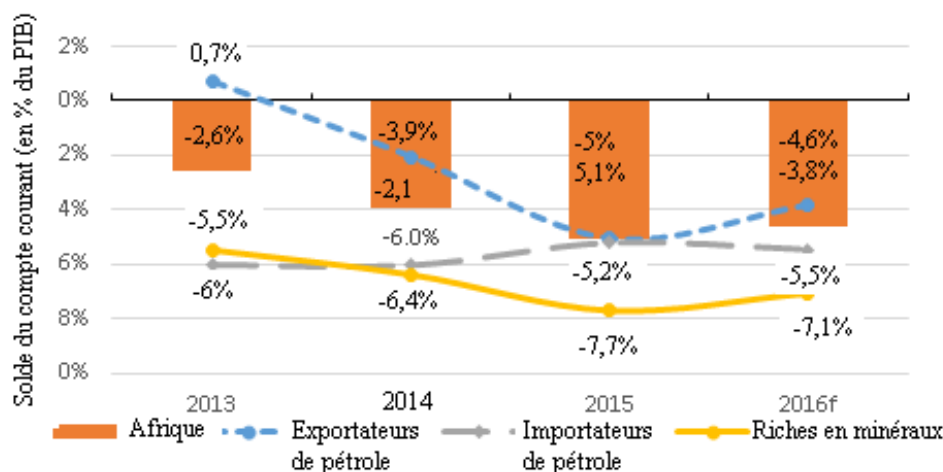


Source : Analyse fondée sur EIU, les Indicateurs du développement dans le monde (bases de données), 2015.

H. Tous les groupements économiques et sous-régions ont enregistré un déficit du compte courant

35. Les déficits de la balance des opérations courantes se sont creusés, passant de -3,9 % à -5 % du PIB en 2015, tous les groupements économiques et les sous-régions ayant fait état de déficits (figure 11). La baisse des prix des produits de base et de la demande globale à la suite du ralentissement économique mondial, particulièrement dans les économies émergentes, a joué un rôle significatif dans cette évolution du compte courant, les pays africains exportateurs de pétrole enregistrant leur premier déficit du compte courant en 2014 (2,1 %) depuis 2009, suivi par un déficit de 5,1 % en 2015. Concernant les pays importateurs de pétrole, les faibles prix du pétrole ont eu pour effet de réduire les déficits. De toutes les sous-régions, le déficit du compte courant le plus important a été celui enregistré par l'Afrique centrale (8,1 %), suivie de l'Afrique de l'Est (7,4 %) et de l'Afrique centrale (5,7 %).

Figure 11
Solde du compte courant, 2013-2016



Source : Calculs de la CEA établis d'après EIU, 2015.

36. Les exportations totales de biens et services de l'Afrique ont diminué de 3,24 % en 2013 et de 5,2 % en 2014 tandis que les importations totales ont augmenté de 3,04 % en 2013 et de 1,79 % en 2014. Les exportations totales du continent sont dominées par les biens de consommation, ses exportations étant essentiellement composées de produits de base – combustibles, gaz naturel, minerais bitumineux notamment, et de produits agricoles tels que le cacao, les fruits, les engrais et les légumes entre autres. En termes de valeur, les combustibles et les minerais et les exportations de métaux ont reculé de 13,2 % et de 8,2 % respectivement en 2014. Sur une bonne note, les exportations de l'Afrique vers la plupart de ses partenaires commerciaux ont stagné ou même diminué depuis les crises financière et économique de 2008, le commerce intra-africain a considérablement augmenté depuis en termes de volume et de diversification en faveur des produits manufactures et des services⁷.

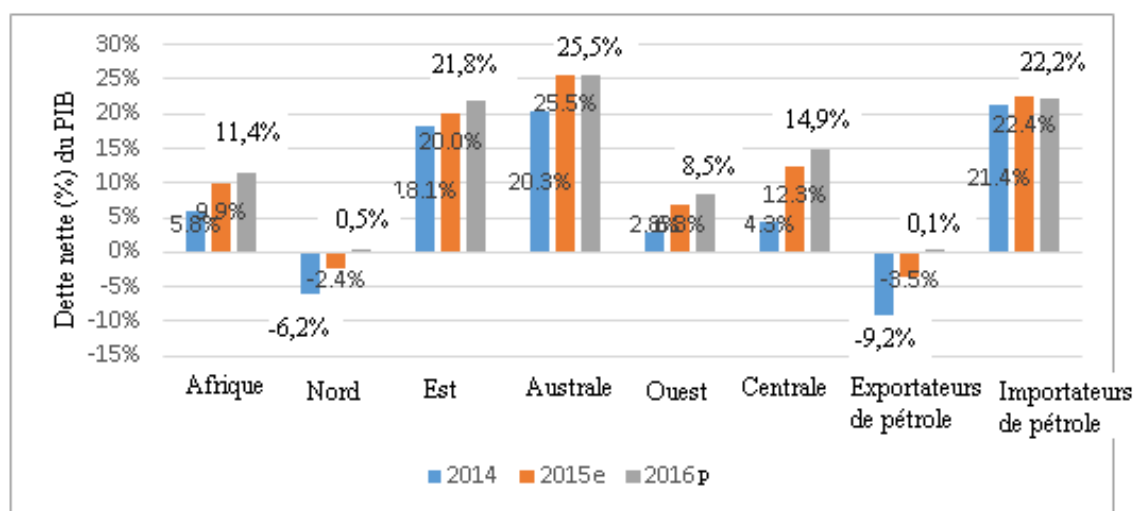
I. IDE stable avec une baisse des réserves et l'alourdissement de la dette nette des pays africains

37. Les pays africains ont vu l'investissement direct étranger rester à un niveau stable, environ 3 % du PIB en 2015 et l'on s'attend à ce qu'il se maintienne à ce niveau en 2016 et en 2017. La reprise en Afrique du Nord se reflète dans l'accroissement des flux d'IDE qui sont passés de 1,4 % en 2014 à 1,7 % en 2015. L'Afrique australe (notamment Afrique du Sud, Zambie, Mozambique, Angola et Zambie) et l'Afrique centrale ont constitué les principales destinations de l'IDE. L'Afrique de l'Est (en particulier le Kenya, l'Éthiopie et la Tanzanie) ont également attiré des montants d'investissements considérables, notamment dans l'infrastructure.

38. Sur le plan des opérations, le secteur manufacturier représente 33 % de l'IDE, les activités extractives restent à 26 % et la construction à 14 % de l'IDE. Cependant par secteur, ce sont le charbon, le pétrole et le gaz qui dominent avec 38 % de l'IDE. Par conséquent il y a encore des possibilités de diversifier, en se dégageant des produits de base et des investissements liés à la construction. L'IDE à destination de l'Afrique a été en partie tiré par la forte croissance économique dans les économies clés, mais également par les faibles taux d'intérêt aux États-Unis et en Europe en 2015, ce qui a eu pour effet d'intensifier les flux d'IDE dans les économies émergentes. Cependant avec les anticipations de resserrement par les États-Unis de sa politique monétaire (ce qui s'est finalement produit en décembre 2015), les flux d'IDE ont pu commencer à être détournés à nouveau vers les marchés matures.

39. La chute des prix du pétrole et des produits de base a fait diminuer les réserves internationale des pays africains, qui sont passées de 17,1 % du PIB en 2014 à 15,8 % du PIB en 2015. La chute des prix du pétrole a également eu un impact sur la dette nette des économies africaines, qui a augmenté de 5,8 % à 9,9 % du PIB entre 2014 et 2015, contre 1,6 % en 2013, et elle devrait, selon les prévisions augmenter davantage et atteindre 11,4 % en 2016 (figure 12).

Figure 12

Dette nette en Afrique, 2014-2016

Note : e = estimations; p = prévisions

Source : Calculs de la CEA établis d'après EIU, 2015.

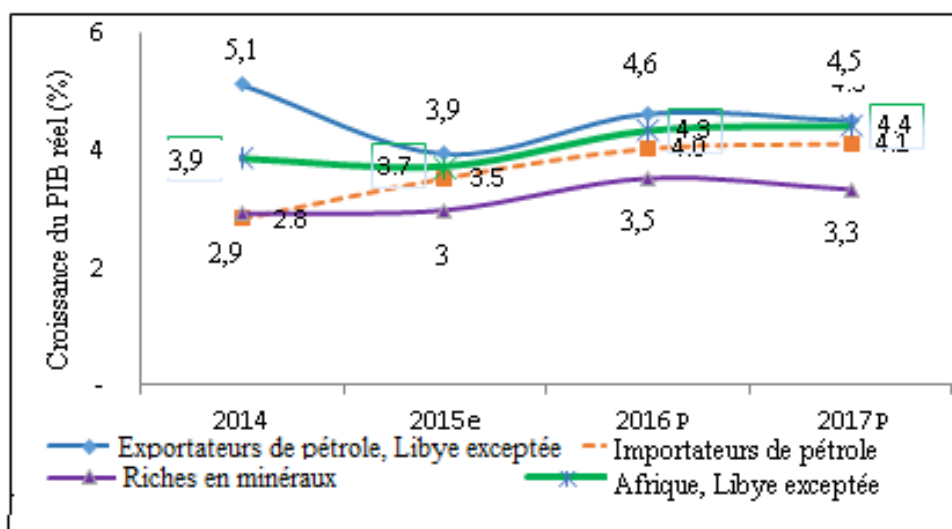
⁷ CEA « L'industrialisation par le commerce », Rapport économique sur l'Afrique, mars 2015, Addis-Abeba.

J. Perspectives de croissance à moyen terme et risques

40. Pour l'avenir, la croissance du PIB réel de l'Afrique devrait augmenter et atteindre environ 4,3 % en 2016 et 4,4 % en 2017 (figure 13). La croissance continue d'être tirée par une forte demande intérieure (en particulier l'investissement dans les infrastructures). L'amélioration du climat des affaires, la diminution du coût à payer pour faire des affaires et une meilleure gestion macroéconomique continuent de doper l'investissement. Le dynamisme du secteur des services et la priorité accordée aux secteurs non pétroliers par les économies exportatrices dans leurs efforts visant à atténuer la chute continue des prix du pétrole contribueront à renforcer les bonnes perspectives à moyen terme. En plus, le renforcement des liens en matière de commerce et d'investissement tant sur le continent africain qu'avec les économies émergentes, tout comme la reprises des marchés d'exportation traditionnels, notamment dans la zone euro, contribueront de façon positive aux perspectives à moyen terme.

Figure 13

Perspectives de croissance de l'Afrique, par groupe de pays, 2014-2017

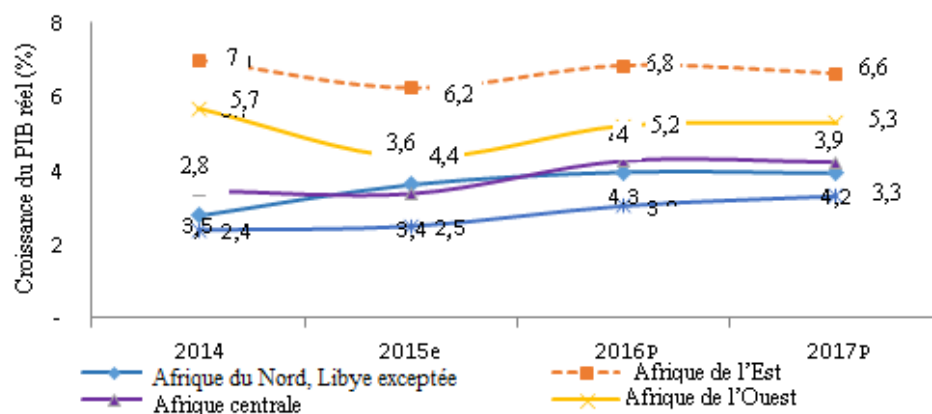


Note : e = estimations; p = prévisions

Source : Calculs de la CEA établis d'après des données du DAES de l'ONU (2015)

41. Au niveau sous-régional, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest devraient connaître une croissance du PIB réel relativement élevée tant en 2016 qu'en 2017 tandis que la croissance du PIB réel en Afrique de l'Est et en Afrique du Nord devrait, selon les prévisions, augmenter en 2016 mais baisser légèrement en 2017 (figure 14).

Figure 14
Perspectives de croissance de l'Afrique, par sous-région, 2014-2017



Note : e = estimations; p = prévisions

Source : Calculs de la CEA d'après des données du DAES de l'ONU (2015)

42. Les économies africaines sont cependant exposées à des risques considérables qui requièrent une attention particulière de la part des décideurs s'ils veulent maintenir la croissance nécessaire. Qui plus est, la turbulence au sein de l'économie mondiale a été entretenue par une grave instabilité financière, des problèmes de dette souveraine grandissants et un chômage élevé notamment dans les économies développées. La vulnérabilité de l'Afrique à ces chocs exige de repenser sa stratégie de croissance et de développement global.

43. Les chocs liés aux conditions météorologiques, tels que la sécheresse sévissant dans l'Est et dans certaines parties de l'Afrique australe en particulier, posent un défi au secteur agricole, qui demeure le premier employeur dans la plupart des pays africains. Des récoltes peu abondantes augmenteront également le risque d'inflation par le biais de la hausse des prix des denrées alimentaires dans les pays touchés. Ces vagues de sécheresses peuvent également avoir un effet sur la capacité de production d'énergie électrique dans les pays touchés, posant par là une menace à l'écologisation de l'industrialisation de l'Afrique, dans la mesure où des agents économiques pourraient se tourner vers la production de l'électricité thermique, qui n'est pas verte.

44. Les problèmes en matière de sécurité et les troubles politiques dans certains pays continuent de préoccuper du fait qu'ils peuvent entraîner des perturbations intérieures et réduire l'investissement dans ces pays.

IV. Évolution récente de la situation sociale en Afrique

45. L'Afrique a fait des progrès considérables en ce qui concerne la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), malgré des conditions initiales difficiles. Le point de référence, en général 1990 pour la plupart des OMD, était relativement faible comparé à d'autres régions en développement.

Globalement, l'orientation est positive, des progrès considérables ont été accomplis à des degrés divers en vue de la réalisation de certains objectifs, dans les pays-mêmes et entre les pays.

A. État des progrès vers la réalisation des objectifs sociaux en Afrique

46. En Afrique (hormis l'Afrique du Nord), les taux de pauvreté ont reculé, quoique lentement, passant de 56,5 % à 48,4 % entre 1990 et 2010⁸. La proportion de la population de l'Afrique souffrant de la faim et de la malnutrition n'a diminué que légèrement, de 8 % seulement entre 1990 et 2013.

47. L'Afrique était en passe de réaliser l'enseignement primaire universel en 2013, avec plus de 68 % des 25 pays (pour lesquels des données sont disponibles) assurant un taux de scolarisation net d'au moins 75 %. Les taux d'achèvement scolaire restent cependant à 67 %, ce qui indique que la qualité de l'éducation ne progresse pas au même rythme que les gains sur le plan quantitatif. La parité filles-garçons dans l'enseignement primaire s'est améliorée, passant de 0,86 avant 2012 à 0,93 après 2012, cependant, la parité dans l'enseignement secondaire et supérieur n'est que de 0,91 et 0,87 respectivement, ce qui est toujours en deçà du taux de référence de 0,93⁹.

48. La mortalité des moins de cinq ans a reculé, passant de 146 décès pour 1 000 naissances vivantes à 65 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2012, ce qui représente une amélioration de 55,5 points de pourcentage par rapport à la cible de l'OMD 4 de deux tiers ou 67 % à l'horizon 2015. Les efforts faits pour lutter contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose ont donné des résultats remarquables aussi bien en ce qui concerne l'incidence et la prévalence que les taux de mortalité.

49. Les progrès vers l'objectif environnemental n'ont pas été significatifs. Seulement un quart de la population de l'Afrique a accès à une source d'eau potable améliorée, le taux le plus bas au monde. De même, la proportion des personnes ayant accès à des services d'assainissement améliorés est passée de 24 % en 1990 à 30 % en 2012. Cependant, le chiffre ventilé par sexe sur l'accès à l'eau et à l'assainissement est plutôt favorable aux zones urbaines. Le peu d'attention accordé aux zones et communautés rurales en termes d'infrastructure, s'ajoutant à l'accroissement démographique, a eu comme résultats la dégradation des terres, la diminution de la productivité agricole, la baisse des revenus et une réduction de la sécurité alimentaire¹⁰.

50. En dépit des bons progrès accomplis, des inégalités subsistent qui sont fondées sur le revenu, le genre, l'appartenance ethnique et la localité. L'Indice de développement humain (IDH) mesurant les réalisations moyennes dans trois dimensions fondamentales du développement humain – une longue vie en bon état de santé, le niveau d'éducation et un niveau de vie décent – indique que la plupart des pays africains se trouvent aux échelons inférieurs du développement humain. La valeur de l'IDH ajusté aux inégalités chute de 33 %, le plus élevé au monde (tableau 1).

⁸ CEA, (2015b) « Demographic Profile of Africa, document ronéotypé », Addis-Ababa, 2015.

⁹ ONU, (2015). Objectifs du Millénaire pour le développement: Rapport 2015, DPI, New York.

¹⁰ PNUE, (2008). Perspectives de l'environnement mondial, Paris.

Tableau 1
L'IDH et l'IDH ajusté des inégalités pour certaines régions

	<i>Valeur IDH</i>	<i>Valeur IDH ajustée des inégalités</i>	<i>Baisse due à l'inégalité (pourcentage)</i>
Afrique, sauf Afrique du Nord	0,518	0,345	33,3
Amérique latine	0,748	0,570	23,7
Asie du Sud	0,607	0,433	28,7

Source : PNUD 2015.

B. L'emploi est essentiellement créé en dehors du secteur formel

51. Les taux de chômage pour l'Afrique (à l'exception de l'Afrique du Nord) ventilés par sexe étaient en 2014 ¹¹ de 6,9 % pour les hommes et de 8,8 % pour les femmes, ce qui représentait une baisse marginale de 0,2 et 0,1 point de pourcentage par rapport aux taux de 2009. Un fait important à noter, c'est que la croissance économique n'est pas allée de pair avec la croissance des emplois du fait que la croissance est essentiellement impulsée par des secteurs à forte intensité de capital tels que les mines et le pétrole, et l'exportation de produits de base avec une faible valeur ajoutée, entre autres.

52. La plupart des emplois en Afrique particulièrement en faveur des jeunes et des femmes sont jusqu'à présents créés en dehors de l'économie formelle où le profil de compétences est très faible. On a en outre constaté que 9 sur 10 travailleurs ruraux et urbains occupent un emploi informel et que la plupart des employés sont des femmes et des jeunes.

53. Au cours des 10 années à venir, au mieux seulement un jeune sur quatre trouvera un emploi salarié et une petite fraction des emplois sera de nature « formelle » dans des entreprises modernes¹². Ainsi, l'économie informelle demeure-t-elle la principale source d'emplois sur le continent, représentant près de 70 % des emplois en Afrique de l'Est, en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, et 62 % en Afrique du Nord.

C. Cependant, la population en âge de travailler s'accroît plus vite

54. La population active en âge de travailler (25-64) augmente plus rapidement que tout autre groupe d'âge, ayant plus que triplé entre 1980 et 2015, quand elle n'était que de 123,7 millions (33,3 %) et de 425,7 million (36,5 %), respectivement. Le groupe d'âge actif est largement composé de jeunes gens et sa croissance au fil du temps a souvent été un trait statistique du dividende démographique que l'Afrique peut récolter pour des gains de productivité et de croissance économique.

¹¹ Organisation internationale du travail. Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde – tendances 2015.

¹² ADB, 2013. Recognizing Africa's Informal Sector. <http://www.afdb.org/en/blogs/afdb-championing-inclusive-growth-across-africa/post/recognizing-africas-informal-sector-11645/>. Consulté en janvier 2016.

Le dividende démographique est fondé sur le profil de qualifications approprié de sa population jeune dans le but d'obtenir des effets positifs.

D. L'Afrique connaîtra le taux d'urbanisation urbaine le plus élevé

55. Au cours de la période 2015-2020, l'Afrique connaîtra le taux de croissance urbaine le plus élevé au monde, soit un taux de 3,42 % par an comparé au taux mondial de 1,84 % durant la même période. Le taux de croissance de la population urbaine de l'Afrique a augmenté, passant de 27 % en 1980 à 40 % en 2015, et devrait dépasser la barre des 50 % en 2035¹³. Cela s'accompagnera d'une augmentation considérable de la demande de services urbains, d'infrastructure et d'emploi, autant de domaines ou secteurs qui sont en proie à de graves difficultés.

56. Au-delà de la transition démographique, les zones urbaines contribuent actuellement pour plus de 55 % du PIB aux économies africaines¹⁴. Or le rôle économique de villes en Afrique est largement déterminé par la consommation plutôt que la production. À la différence d'autres régions du monde, l'urbanisation en Afrique n'est pas liée à l'industrialisation, ce qui à son tour, a entraîné des « villes de consommation » qui sont peuplées principalement par des travailleurs dans des services où il n'y a pas d'échanges¹⁵. Par ailleurs, les villes africaines demeurent largement informelles. Cela est particulièrement problématique vu le boom des jeunes dans la région et le besoin concomitant de créer des emplois décents.

57. La croissance urbaine en Afrique devrait s'accompagner d'une augmentation des demandes d'énergie et des ressources, avec les impacts associés sur les écosystèmes supportant ces villes. Au niveau mondial, les zones urbaines représentent plus de 70 % des émissions de gaz à effet de serre¹⁶. Les villes africaines ont des émissions de CO₂ comparativement plus faibles, mais cela devrait augmenter considérablement en l'absence de stratégies pour l'efficacité des ressources et de l'énergie urbaines¹⁷. Les faits montrent combien il est important de découpler au niveau local afin de réduire les impacts sur l'environnement et accroître l'efficacité et la productivité des ressources notamment par la promotion des villes compactes ou intégrées¹⁸. Étant la région la moins urbanisée à l'échelle

¹³ CEA et PNUF (2015). BRICS-Africa partnership for development: driving inclusive growth and transformational change : http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/africa-brics_2014_fin.pdf. Consulté le 17 septembre, 2015.

¹⁴ ADB, 2012. « Urban Development Strategy: Transforming Africa's Cities and Towns into Engines of Economic Growth and Social Development » : <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Urban-Development%20Strategy-Rev%201.pdf>. Consulté en janvier 2016.

¹⁵ Gollin, D, R. Jedwab, and D. Vollrath (2014) Urbanization without industrialization, document de travail, avril 2014 présenté à la Conférence de la Banque mondiale/Université George Washington sur l'urbanisation et la réduction de la pauvreté.

¹⁶ UN-Habitat, 2012. Urban Patterns for a Green Economy: Working with Nature.

¹⁷ Godfrey, N. et Xiao Zhao, 2015. « The Contribution of African Cities to Economy and Climate: Population, Economic Growth and Carbon Emission Dynamics. » à http://2015.newclimateeconomy.report/wp-content/uploads/2015/09/NCE-African-Cities-Economy-Climate_technical-note.pdf. Consulté en janvier 2015.

¹⁸ PNUF, (2013). Découplage au niveau des villes : les flux de ressources urbaines et la gouvernance des transitions d'infrastructure.

mondiale, l'Afrique a l'unique occasion de réduire au minimum l'empreinte carbone de ses villes grâce à l'infrastructure et des pratiques d'occupation des sols qui privilégient la densité et une moindre dépendance à l'égard de la voiture et la consommation de l'énergie fossile.

58. Étant donné la signification ou importance démographique, économique et environnementale accrue de la croissance en Afrique, les villes doivent être prises en considération pour le programme d'économie verte du continent. En particulier, l'agglomération urbaine entraîne l'efficacité des ressources et des économies d'échelle dans la production industrielle à travers des interactions entre les industries et à l'intérieur des industries. Si elle veut être efficace en ressources et en énergie, l'industrialisation de l'Afrique a besoin d'un cadre urbain qui produise des biens industriels et des services à haute valeur, ainsi que des réseaux de transport pour relier les économies nationales avec les marchés régionaux et mondiaux. L'écologisation de l'industrialisation de l'Afrique doit ainsi être liée à la transition urbaine qui s'opère actuellement dans la région.

V. Incidences sur les politiques

59. Les pays africains ont accompli des progrès considérables pour améliorer leur environnement des affaires dans la région. La stabilité économique et politique grandissante dans pratiquement toutes les régions, ces progrès ont favorisé la croissance grâce à l'augmentation de la consommation privée et de l'investissement public privé. Cependant l'évolution récente des prix des produits de base souligne les vulnérabilités faiblesses structurelles persistantes d'un grand nombre d'économies, particulièrement en termes d'économie, de taux de change et de balance des transactions courantes. Ceci appelle à mettre davantage l'accent sur des secteurs non pétroliers stratégiques tels que la production d'électricité, la construction et la technologie, particulièrement dans les économies fortement dépendantes des recettes pétrolières.

60. L'environnement économique mondial a fait comprendre la nécessité de disposer de stratégies de gestion macroéconomiques prudentes et contrecycliques. Le maintien de prix faibles offre une occasion d'une amélioration de la gestion et de la consolidation budgétaires en réduisant les subventions aux prix des services publics. Les dépenses devraient plutôt être orientées vers des secteurs de haute priorité, l'accent étant mis sur des secteurs non pétroliers stratégiques pour accélérer la transformation structurelle.

61. L'Afrique continuant d'exporter ses produits de base, le ralentissement économique mondial actuel souligne la nécessité pour l'Afrique de déterminer comment elle peut tirer une plus grande valeur de son commerce mondial et de ses autres activités économiques. Étant donné la diversification plus poussée des échanges entre les pays africains par rapport aux échanges avec le reste du monde, le commerce intra-africain offre une occasion de diversification de la production. Parallèlement, la diversification des courants d'échanges, peut être un puissant moyen de résister mieux aux chocs extérieurs. Les pays africains devraient chercher à développer ou intensifier le commerce intra-africain par le renforcement de l'intégration régionale, la diminution des coûts du commerce et la suppression des barrières non matérielles ou physiques au commerce et un engagement fort en faveur de la zone continentale de libre-échange actuellement en négociation.

62. Les taux de croissance économique ont été plus élevés en Afrique comparés à la plupart des régions durant la dernière décennie, elle n'a cependant pas été dans beaucoup de pays africains inclusive, et le nombre d'Africains vivant dans la pauvreté absolue a augmenté et l'inégalité demeure une question préoccupante. La raison essentiellement est que la croissance économique de l'Afrique a été associée à une exploitation accrue de ressources naturelles non renouvelables, avec une valeur ajoutée et une création d'emplois minimales, ce qui a pour effet de compromettre la durabilité de sa croissance.

63. La croissance d'une Afrique urbaine non planifiée avec une population jeune doit aller de pair avec un processus d'industrialisation qui fournisse les qualifications requises et une prestation efficace et adéquate de services publics. S'intéresser en priorité aux travailleurs actuels du secteur informel, largement des jeunes et des femmes pour conduire le nouvel agenda est un aspect vital de tout processus d'industrialisation. Il est possible d'accroître la productivité et de contribuer à améliorer le bien-être dans le secteur informel en fournissant une fonction, en assurant l'accès au crédit et la protection sociale.

64. La plupart des économies africaines ayant une base agricole ou fondées sur l'agriculture, et ce secteur étant tributaire de la pluviométrie, elles sont vulnérables aux aléas climatiques. Pour cela, placer la durabilité au centre de l'industrialisation laisse à penser que les normes environnementales ou en matière d'environnement ne sont plus considérées comme un obstacle pour un secteur industriel ou agricole compétitif, mais bien comme un moteur ou catalyseur potentiel de la croissance. L'Afrique doit par conséquent améliorer sa résilience aussi bien aux chocs environnementaux que socioéconomiques, gérer son patrimoine naturel et réduire la pollution à son minimum, ce qui peut se réaliser par l'écologisation du processus industriel.

65. L'industrialisation et le développement général de l'Afrique ont été compromis par un approvisionnement irrégulier en énergie. L'importance de sources d'énergie pour la transformation structurelle ne saurait être trop soulignée. L'Afrique doit exploiter et utiliser les ressources d'énergie renouvelables afin d'éviter les erreurs que les pays développés ont commises en ne prenant pas en compte les questions énergétiques.